

DIRECTION
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Bureau de l'Environnement
et de l'Urbanisme*

CB/AL

N° 13 355

ARRÊTÉ

COMPLEMENTAIRE

imposant à la Société Nouvelle des Papeteries
de LA HAYE-DESCARTES la réalisation de la
première partie d'une étude déchets.

Le Préfet du Département d'Indre-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU** la loi modifiée n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU** le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, et notamment son article 18,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 13 128 du 5 janvier 1990 autorisant la Société Nouvelle des Papeteries de LA HAYE-DESCARTES à exploiter à DESCARTES, une usine de fabrication de papier et carton,
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 11 avril 1991,
- VU** l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 30 mai 1991,
- SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture.

ARRÊTÉ

Article 1er :

La Société Nouvelle des Papeteries de LA HAYE-DESCARTES dont le siège social est situé rue des Champs Marteaux à DESCARTES devra réaliser pour son usine sise à la même adresse la première partie d'une étude de déchets décrivant la situation existante en matière de gestion des déchets dans l'entreprise. Cette étude devra comprendre :

- la description des modes de génération des déchets,
- la description des opérations de recyclage ou de valorisation,
- la description des filières de traitement ou de pré-traitement,
- la description des filières d'élimination par mise en décharge,
- les stockages intermédiaires et les modalités de transport.

.../...

Article 2 :

Cette étude sera remise à l'Inspecteur des Installations Classées au plus tard dans le délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'entreprise est soumise et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie de DESCARTES.

Un extrait semblable sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 4 :

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 5 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de DESCARTES et M. l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à TOURS, le 01 JUIL. 1991



Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Héric du GRANDLAUNAY

POUR ASSOCIATION
Le Chef du Bureau,

S. SANCHEZ